

Tribune

Francophonie scientifique:
consolider les acquis

Au siècle dernier, nul ne se souciait de la langue dans laquelle un texte scientifique était écrit. Quand la publication était importante, elle trouvait traducteur. En Médecine comme en chimie, en physique comme en mathématiques, nombreux étaient les textes originaux publiés en français pour la première fois. Personne n'attendait de Marie Curie, de Lavoisier ou de Claude Bernard qu'ils publient en anglais leurs découvertes pour être appréciées... La faiblesse actuelle de la francophonie scientifique doit chercher ailleurs que dans la langue les sources de ses problèmes.

L'arrivée d'un nombre plus grand de lecteurs scientifiques à travers la force économique des Etats-Unis, le travail de pionniers de certains éditeurs de journaux scientifiques anglais et américains, la rigueur scientifique des comités de lecteurs américains, ont permis l'essor de grands et de très grands journaux scientifiques anglo-saxons comme "Nature". Une publication dans "Nature" assure une diffusion que ne peut donner aucun journal scientifique de langue française. S'il y a une explication logique pour le souhait de bons scientifiques français à s'exprimer en anglais dans "Nature" ou des journaux spécialisés comparables, il n'y a par contre aucune raison pour justifier dans des congrès de cinq à dix mille personnes en Europe l'usage exclusif de l'anglais. Sauf si le nombre de scientifiques francophones était extrêmement limité. J'ai été personnellement choqué dans les derniers congrès européens de cardiologie de constater l'absence totale de la langue française et j'ai eu de la peine pour des collègues tunisiens et algériens qui avaient fait le déplacement en vain. Alors que pour le congrès Européen de Cardiologie à Amsterdam en 1977, le français était présent et j'avais moi-même effectué 3 communications en français à la demande de la Société Française, le français allait bientôt disparaître dans cette instance. Les pouvoirs publics doivent trouver une juste solution à ce problème car les congrès de cette envergure sont de grands centres de perfectionnement et il n'est pas juste que les collègues africains ne puissent pas en bénéficier.

Pour remédier à cette situation, il nous faut comprendre que la faiblesse actuelle de la francophonie scientifique n'a strictement aucune relation avec la valeur de la langue ou la qualité de son enseignement en dehors de la France. Elle tient essentiellement à la faiblesse actuelle en volume de la recherche potentiellement d'expression francophone. Pour soutenir la francophonie scientifique, il faudrait donc aider les pays d'expression francophone à développer un volume de recherche bien supérieur à ce que nous observons actuellement et à former et maintenir en poste un nombre croissant de chercheurs. La recherche de haut niveau étant généralement coûteuse, il faudrait encourager dans les pays francophones une politique scientifique favorisant la recherche et la formation de chercheurs.

L'AUFELF et L'UREF ont fait un effort considérable pour sensibiliser et motiver les administrations universitaires francophones dans cette orientation. Le nombre de bourses de chercheurs et les budgets n'ont cependant aucune relation avec la tâche à accomplir et à ce rythme l'Afrique francophone ne peut trouver dans les budgets actuels aucun espoir de développer des centres d'excellence, seuls capables de générer une recherche impor-

tante à la fois en volume et en qualité. Faut-il répéter que si la recherche francophone n'a pas le volume et la qualité comparable à la recherche d'expression anglophone, les journaux scientifiques francophones n'auront aucune chance, strictement aucune chance de rester en compétition, d'autant que les coûts de fabrication de ces journaux scientifiques sont inversement proportionnels au nombre de lecteurs?

Au Sommet de Québec, puis au Sommet de Dakar, les chefs d'Etats ont pris des décisions courageuses pour donner un élan à la francophonie scientifique. Pour de petits pays comme l'île Maurice, il serait agréable de voir les prochains sommets consolider ces acquis en reconnaissant qu'il n'y aurait pas d'expression scientifique francophone sans production scientifique francophone et qu'il est aussi important de créer des idées nouvelles que de disséminer les idées anciennes. Le Sommet de Dakar, qui avait défini le rôle des institutions, avait reconnu la nécessité de créer des organes subsidiaires dotés, si nécessaire, d'une personnalité juridique pour la mise en oeuvre de projets à long terme. Le développement de la recherche, potentiellement d'expression francophone, mériterait en plus des budgets universitaires, une dotation spéciale et exceptionnelle pour permettre non seulement des réseaux entre chercheurs francophones, mais la création de véritables instituts physiques, ancrés dans certains pays où ils contribueraient au développement du pays, mais orientés vers l'accueil de chercheurs francophones et leur formation. Sans un vaste projet de coopération scientifique, intégrant à la fois la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il est peu probable que les chercheurs francophones existants trouveraient des journaux scientifiques francophones prestigieux et de grande diffusion pour vulgariser les découvertes qu'ils sont appelés à faire.

Peut-on également espérer de la part d'une des conférences au sommet une décision de créer un journal scientifique de la valeur de "Nature" ou un journal médical de la valeur du "New England Journal of Medicine". Les chercheurs francophones des petits pays apprécieraient vivement la définition à chaque sommet d'un grand projet de recherche francophone, dont l'aboutissement d'ailleurs devait être autant profitable aux grands pays qu'aux moins grands. La France est par exemple leader dans le projet Génome Humain. L'association à ce projet ou à un projet connexe de laboratoires africains, travaillant sur la génétique de maladies, la possibilité pour ces laboratoires de bénéficier rapidement des technologies et des données françaises et pour les Français d'étudier des populations différentes, donneraient aux deux côtés un avantage certain.

La synergie de leurs actions aiderait plus vite à percer quelques mystères concernant nos maladies. Sans aller jusqu'à un EURÉKA francophone, le sommet pourrait encourager des projets de recherche, dont l'envergure est telle qu'aucun pays ne peut envisager seul. La francophonie scientifique en bénéficierait.

PROFESSEUR S. BALGADOO

Agrégé de Cardiologie

Professeur à l'Université de Maurice

Ancien Professeur à l'Université de Paris VI